

  
**Formulaire de restitution d'une synthèse**

**Arrondissement** : Paris 12ème



---

**Type de réunion**

Réunion d'école publique

**Discussion sur le constat (facultatif)**

Etonnement d'être consulté sur ce sujet alors que beaucoup d'autres sujets cruciaux sont plus importants à débattre en ce moment.

Problème de transparence : Va-t-on être entendus ? Qui fait la synthèse générale ? Sera-t-elle fidèle aux discussions ?

La FCPE ne cautionne pas ces débats.

Préambule énoncé par un parent d'élève au nom de la FCPE :

1. « La FCPE-Paris, bien que sans illusion sur les objectifs réels du gouvernement, invite les parents à participer au débat national sur l'école et à y défendre les positions des parents. Il est clair que la présence de la FCPE aux débats ne signifie aucunement qu'elle cautionne les conditions de ce débat (questions très orientées, manque d'information des parents...)
2. La FCPE-Paris relève en outre de nombreuses irrégularités dans l'organisation du débat Paris : le texte fixant le cadre de préparation des débats est souvent ignoré, parfois délibérément bafoué (choix des animateurs, des thèmes, limitation d'accès...) par ceux-là même qui sont chargés de le mettre en œuvre (IEN, principaux et proviseurs).
3. En conséquence, la FCPE-Paris demande l'organisation d'un troisième débat dans les établissements scolaires en janvier 2004.
4. La FCPE-Paris se déclare, par ailleurs, prête au dialogue et à la confrontation d'idées avec les enseignants ».

Trop peu de temps matériel pour consulter les documents. Les lire en entier dépasserait le temps prévu entre la publication et le jour du débat.

C'est aussi une occasion de s'exprimer dont les gens ne vont peut-être pas profiter, faute d'informations. (Peu de parents présents : 7, pour 26 enseignants. ). Remarque d'un parent d'élève : La mobilisation des parents aujourd'hui est à l'image de l'implication de chaque parent à l'école, l'école est pour la majorité une garderie.

Première des choses à faire : interroger les spécialistes qui ont déjà réfléchi et qui ont déjà les réponses aux problèmes (Syndicats, fédération de parents, enseignants).

Un parent trouve l'école peu ouverte aux parents. Une directrice mentionne que pendant la semaine des parents, où les parents étaient invités, seuls deux parents sont venus (soit moins de 1%).

Suggestion des enseignants et des parents : si aucun parent ne s'implique, c'est peut-être parce qu'ils font confiance à l'école et aux enseignants. Les gens attendent trop de l'école, ils laissent le rôle de l'éducation à l'école. D'autres sont désabusés après les mouvements de juin.

C'est un débat ouvert aux citoyens mais personne n'a reçu l'information dans les boîtes aux lettres.

**Numéro et titre du premier sujet traité**

06 « comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ? »

Pour les parents, il existe des méthodes pour faire travailler les enfants à leur rythme qui ne sont peut-être pas assez utilisées.

Trop de classes spécifiques ont été supprimées. Ces classes étaient indispensables pour venir en aide aux enfants en difficulté. Il n'y a pas assez de moyens pour les enfants différents et pour les aider à retrouver leur niveau d'âge.

Une solution consisterait à mettre un enseignant supplémentaire par école.

Il y a peut-être trop d'ambition pour l'école. On enrichit trop au détriment des matières fondamentales ; les enfants en difficulté, ne sachant pas forcément lire (même au collège) doivent apprendre d'autres langues.

Il n'existe aucun système, même dans l'industrie, avec 100% de réussite. Il ne faut pas rêver au niveau de la mission de l'école. La réussite pour tous est un leurre. On s'inscrit dans une logique de marché, les structures sont supprimées, et l'école doit intégrer tout le monde, par économie.

Qu'est-ce qui existe comme structure entre l'hôpital de jour et l'école ?

Que met-on comme signification sur le mot « diversité » ? Il y a les enfants en difficulté, les enfants handicapés ou à problèmes spécifiques.

Peur d'un retour en arrière.

Les méthodes ont évolué dans les classes avec beaucoup d'investissement de la part des enseignants. (création des PPAP, échanges de services)

Existence dans le passé d'enseignants de réseau d'aide dès la maternelle à plein temps sur une école. Maintenant, le réseau d'aide est débordé, car il a trop d'écoles. Une institutrice doit couvrir au moins 5 écoles. Est-ce une question de moyens ou de volonté politique ?

La suppression des aides-éducateurs n'aide pas les enseignants.

La solution préconisée est de mettre tout le monde ensemble, sans donner les moyens, c'est encore pour faire une économie de marché.

Chacun doit réussir à son niveau. La réussite pour tous est un leurre.

Avant, la classe de fin d'études menait quand même à un travail.

L'objectif n'est pas forcément de former un élève pour qu'il réussisse au collège, sinon on transforme l'enfant en marchandise.

L'école doit –elle donner une formation intellectuelle qui permet une autonomie et une réflexion, ou est-ce qu'on doit développer chez les élèves une compétence pour le mettre sur le marché.

A force d'accepter les différences, on les nie complètement. La société n'accepte pas les différences.

Il faut accepter les différences pour en faire une richesse. Il faut savoir vers quel but commun on veut amener les enfants.

L'école privée a peut-être plus les moyens d'intégrer les différences. Mais l'implication des parents est différente. Il y a la même différence qu'entre le client et l'utilisateur.

Les parents ont peur des enfants posant problème et préfèrent fuir vers le privé.

Les enfants à problème sont plus nombreux que dans le passé (enfants d'origine étrangère, à problèmes sociaux, enfants qui vont mal) De plus, ces enfants vont tous au collège, ce qui n'était pas le cas avant.

Il faut envoyer les parents à l'école des parents (les enfants semblent souffrir, être moins bien aimés).

L'école est un lieu de transmission et de savoir, avant, la diversité était du domaine privé, elle restait à la maison. On allait à l'école pour s'intégrer.

Les valeurs de rigueur, de discipline pour niveler les enfants ont disparu ; mais peut-être les enfants doivent faire face à ces valeurs plus tard.

Les enseignants doivent recentrer leur rôle éducatif, redéfinir leur place.

Les médias donnent peut-être une mauvaise image de l'enseignement, quelque chose de critiquable.

Les orientations ne sont pas acceptées par les parents. La société n'accepte pas tant que ça la différence.

Il y a vingt ans, les enfants en échec étaient moins nombreux. Ce ne sont pas les enseignants qui sont en échec, c'est le système qui n'a pas su s'adapter. Les médias n'aident pas du tout les enseignants, ils « tapent » sur l'école. Aux yeux de certains, ils sont devenus des « flics ».

## **Numéro et titre du deuxième sujet traité**

12 « Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves? »

Si on emploie le terme de réussite, il faut utiliser des critères.

Réussite scolaire ou réussite sociale ?

Il faut différencier le public entre le primaire, le collège et le lycée. On n'a pas les mêmes objectifs. C'est quoi la réussite scolaire ? Il a 10 à tous les contrôles ou il s'intègre parfaitement ?

Donner le BAC à tout le monde est un leurre. Certains métiers ne nécessitent pas le BAC.

Savoir lire ne suffit pas, il y a différents types de langues selon les professions, il faut s'adapter. Les enfants doivent acquérir toutes les formes de lecture.

Il faut quand même un bagage commun, Un esprit formé, mais pas uniquement de connaissances.

Pour se trouver à l'aise avec un ordinateur, il faut certaines qualités que tout le monde n'a pas.

Les enfants confrontés à l'échec ne progressent pas. Il faut éviter les blocages, toujours être positifs vis-à-vis de leurs enfants.

Est-ce que les parents écoutent les enseignants et leurs conseils ?

Pour favoriser la réussite, il faut que les parents fassent confiance à l'école.

Demande-t-on à un chirurgien si c'est sa première opération ? On pose des questions aux enseignants, exprimant la méfiance, c'est le seul lieu où on se le permet. Alors que, dans l'enseignement, il n'y a aucun enjeu financier.

La permissivité n'est pas une liberté. Il faut donner des limites et des repères.

Les parents sont souvent dépassés, et ils le disent ; il y a un problème d'éducation pour lequel l'école n'a pas forcément de réponses. Les parents se sentent un peu seuls, peut-être qu'ils pourraient se tourner vers les fédérations de parents d'élèves pour demander de l'aide.

En général, les parents en difficulté sont mis en relation avec la psychologue scolaire ou l'assistante sociale. C'est du domaine privé, que l'on n'a pas à connaître, il est difficile d'en parler à d'autres parents.

La société a changé l'école mais l'école ne peut pas changer la société.

En terme de génération, on mesure l'ampleur de la révolution de 68, en terme de changement, de valeurs.

Peut-être va-t-on basculer vers plus de rigueur?

Pour favoriser la réussite scolaire des élèves, il faut favoriser la réussite et le bonheur de leurs parents.

A été ajouté le 13, que les parents posant des problèmes à l'école ne représentaient qu'une minorité.

Inversement, les fédérations de parents entendent souvent dire que l'école va mal mais individuellement chaque parent est en général content de l'enseignant de son enfant

### **Numéro et titre du 3<sup>ème</sup> sujet traité**

18 « Comment en matière d'éducation définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ? »

A été précisé que pour le moment l'implication des collectivités territoriales ne concernait que les locaux, la cantine, le matériel. A Paris, un PVP a précisé l'importance de l'implication de la ville.

Un parent précise que déjà en ce qui concerne le parascolaire, les diversités sont déjà importantes entre les différentes communes.

Un parent précise qu'il faut se méfier des politiques de proximité. Derrière la question, on se demande si ce n'est pas un désengagement de la part de l'état. Il faut pour ce parent garder une part nationale dans l'éducation nationale. Le problème des intervenants anglais est posé. Ils sont gérés par l'éducation nationale mais le budget étant limité, ils ne sont pas présents partout.

Le désengagement de l'état paraît dangereux pour l'éducation. L'état doit prendre en charge ce qui semble essentiel pour tous, elle a un rôle important dans l'unité. Il faut définir cet essentiel... les enseignants, le matériel, les programmes. Au niveau de l'école, la décentralisation est déjà très importante, est-il possible de faire la même chose en collège et lycée ? La réponse est une question de moyens, puisque pour décentraliser le personnel, il faut décentraliser les moyens. De plus, exclusion du personnel de l'éducation nationale risque de provoquer un désinvestissement.

Le problème du personnel à l'école maternelle est posé également : particulièrement à Paris.

Les « surveillants », nouvellement assistants d'éducation sont pris en charge par les collectivités territoriales. Si une collectivité n'a pas les moyens, elle ne peut assurer leur présence. Ces assistants d'éducation n'ont peut-être pas un rôle pédagogique mais leur absence crée bien un déficit éducatif au

sein des établissements. Il est important de fixer la part immuable de l'état. Il y a une partie non négociable dans la décentralisation.

La proximité doit passer par une réelle écoute des personnes. La proximité ne doit pas concerner que l'utilisation des moyens mais aussi l'écoute des citoyens.

Au niveau régional, on a l'impression qu'il y a moins de contre-pouvoir présent et moins de contrôle de la bonne utilisation des moyens. Les régions ont le droit de dépenser assez facilement de l'argent sans contrôle véritable.

A part une baisse du budget de l'état, quel est l'intérêt de la décentralisation ?

La peur de l'entrée du privé se fait sentir également. Il faut arrêter de dénigrer le public et de dire que la concurrence est une solution, c'est aussi une entrée dans la précarité.

La présence d'autres adultes dans l'école est très importante.

La discussion dérive vers l'apprentissage des langues.

Discussion recentrée sur l'intercommunalité. De nouveau l'importance de la présence de personnel au sein de l'école est soulignée.

La dérive en matière de décentralisation dans l'éducation est mise en évidence avec des exemples pris dans les pays étrangers. En Espagne, l'enseignement ne se fait pas forcément dans la langue nationale. Attention aussi dans certains pays, ce sont les chefs d'établissements qui recrutent leur personnel éducatif.

Un parent précise que son enfant est dans le privé car l'encadrement semble plus complet. Il exige aussi de pouvoir demander des «comptes» aux enseignants.

Un parent demande si les directeurs n'ont pas envie parfois de choisir leurs enseignants pour être plus efficace. Une directrice précise qu'il ne faut pas créer un système d'écoles avec des équipes «compétentes» et des écoles avec des équipes composées seulement d'enseignants en difficulté. Quels seraient les critères pour recruter un enseignant ? C'est aussi la diversité qui peut faire la richesse d'une équipe qui se doit de s'adapter pour accueillir et aider les enseignants arrivants.

Ce n'est pas parce que l'on choisit les personnes avec qui on travaille que les résultats sont forcément meilleurs. Le choix ne garantit pas la réussite.

## **Numéro et titre du 4<sup>ème</sup> sujet traité**

19 « Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ? »

Le problème de l'évaluation est posé. Quelle évaluation ? Qui est évalué ? On note également encore une fois que la question apporte une partie de la réponse. L'autonomie est un terme très vaste. Quelle autonomie ? Financière, pédagogique...

Le risque est d'amener les parents à choisir leur établissement. Dérive qui semble déjà exister au niveau du secondaire. Le problème est que pour choisir, il faut être informé, ce sont donc les personnes informées qui pourront mettre leurs enfants dans les établissements bien notés.

Le fonctionnement actuel semble contenter les enseignants, il fonctionne bien, « la pyramide est correcte », et ils ne souhaitent pas de réels changements dans la répartition des rôles dans le primaire. Précision sur la particularité parisienne qui veut que les directeurs soient complètement déchargés.

---

: